

# Les Enarques face à la contestation de la bureaucratie française

Posté le : 30 mai 2020 10:34 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique

Depuis qu'ils ont imposé Macron au pouvoir, par les moyens, que l'on sait, contre un insolent qui prétendait réduire drastiquement le nombre des fonctionnaires et modifier leurs statuts et conditions de carrière, l'Enarchie a été secouée par les Gilets Jaunes et la montée des « populismes » qui n'acceptent plus la « dictature des élites », en fait des hauts fonctionnaires. La crise sanitaire explose et tout d'un coup la scène médiatique s'emplit du spectacle sinistre d'une France bureaucratique au dernier degré et plutôt inefficace, alors que la dépense publique est au plus haut mondial et dans des proportions éhontées.

Cela chauffe pour la réputation de l'Enarchie qui avait l'habitude d'imposer aux médias un discours permanent sur la « merveilleuse fonction publique que le monde nous envie », dont la déclinaison médicale, « le merveilleux système hospitalier que le monde nous envie », a explosé en plein vol sous l'effet du virus. Lorsqu'on a cassé l'abominable ORTF, le mensonge sur « les merveilleux techniciens que le monde nous envie » avait pareillement éclaté. L'Etat, depuis la défaite de mai-juin 40, sous Pétain puis à la Libération, a pris la main sur toute la société et imposé sa chanson mensongère sur les bienfaits illimités de la bureaucratie française.

Chirac avait proposé à Giscard par une lettre dont le contenu n'est plus facile à trouver sur le net, de ne pas tenir compte des esprits chagrins qui trouvaient qu'on allait trop loin dans l'intervention de l'Etat. Il fallait ignorer ces réclamations et avec un peu de doigté l'énarchie était là pour mille ans. Mitterrand n'a fait que reprendre la chanson, en poussant l'aile gauche de l'Enarchie.

Depuis les années 1990, les deux pentes idéologiques se sont rejointes pour défendre leurs intérêts communs. Ces hauts fonctionnaires savent parfaitement que les différences entre eux sont minimes. Le « en même temps » de Macron traduit cette quasi-identité. Comme l'énarchie a capturé le pouvoir politique et détient, structurellement, le pouvoir administratif, il ne reste plus que la rue et Internet à ceux qui n'acceptent pas le régime résultant.

Le problème est que le résultat global, pour la France, de cette mainmise, est catastrophique. L'affaire devient fâcheuse, car cela se voit. D'éminents représentants de la caste interviennent dans la presse pour contrer des réactions qui pourraient devenir gravement dommageables pour son monopole. Nous avons déjà commenté un premier effort, ridicule. En voici un second, pire encore.

Un certain Jean-Ludovic Silicani prend la plume dans le Figaro du jour pour recadrer le bien penser. L'angle d'attaque est une plainte contre la mauvaise information des Français. Ils ne se rendent pas compte, les vilains, de la belle réalité que l'on doit aux hauts fonctionnaires. Cet énarque, ancien commissaire à la réforme de l'Etat, avec les merveilleux résultats que l'on sait, trouve abominable qu'on puisse penser que la France et ses élites administratives... cherchent à imposer un système anglo-saxon fondé sur la rentabilité. Il ne faut pas confondre Thatcher et leur action, tout de même. La preuve : l'Etat français est le grand champion en matière d'impôts et de dépenses publiques, d'effectifs publics et d'aides publiques. C'est bien la preuve que l'énarchie est sympa non ? On pensait que c'était une difficulté. Mais non ! Le vrai problème, pour un haut fonctionnaire, c'est que

l'extrême gauche parle de thachérisme !

Notre auteur veut que nous gardions à l'esprit que notre leadership fiscal mondial n'est pas le fruit d'un étatsisme de mauvais goût. L'état français, proprement dit, n'est pas plus lourd que partout ailleurs. L'Etat est une arroseuse mais pas pour les fonctionnaires. En fait on a fait le choix d'en recruter beaucoup mais sans les payer bien. Les fonctionnaires travaillent pour le bien commun avec de petits salaires. Ils se dévouent pour les autres sans en trouver une grande satisfaction financière. Admirez leur vertu ! Si les dépenses sont hautes, c'est parce qu'on gave d'argent cash les Français. La dépense publique, c'est à 60 % des redistributions d'argent. Si vous voulez réduire, tapez dans ce paquet-là, svp, nous suggère notre auteur ! En vous rappelant l'injustice des propos des Gilets jaunes sur l'abandon de la France périphérique : l'essentiel des redistributions concernent les pauvres et les régions. On est si gentil ! 32% du PIB et 5 points de mieux qu'en 2000, voilà la réalité du système redistributif français. Les gentils fonctionnaires sous-payés s'acharnent seulement à bien distribuer le tout.

La seule chose qu'un ancien commissaire à la réforme de l'Etat ait à dire tient dans le message suivant : « sabrer si vous le voulez dans les dépenses de redistribution mais pas dans celles de l'administration ». On comprend pourquoi le RGPP et toutes les initiatives de ce genre n'ont eu aucune efficacité.

Alors oui, par rapport à l'Allemagne toutes nos politiques sont plus coûteuses de plusieurs points de PIB. C'est bien la preuve qu'on n'a pas choisi la voie anglo-saxonne de la rentabilité, non ? Cesser de nous reprocher de ne pas faire ce qu'il faut. Nous, bons énarques, nous faisons tout pour vous satisfaire.

La solution de l'énarchie militante : conserver notre niveau élevé de dépenses publiques, certes sans l'augmenter trop. Car les Français aiment cela et c'est notre ADN national. « Demande forte de la nation et ciment national », on ne peut pas toucher au sacré ! Surtout que dans presque tous les domaines, cela ne marche pas terrible, terrible. La santé, l'école, etc., on est mal. Le but est de faire mieux mais sans réduire quoi que ce soit naturellement. Pour cela « il faut moderniser en profondeur la formation, les missions, les parcours professionnels et les rémunérations » des agents publics. Et comme il y a une certaine incompréhension des administrés, il faut déconcentrer au plus près.

Résumons : « nous hauts fonctionnaires, nous sommes formidables. On n'est pas du tout animé par l'idée de profit et de résultats à l'anglo-saxonne. Nous sommes nombreux mais pas chers. On se sacrifie pour les autres. Si vous n'êtes pas contents, réduisez les redistributions mais ne touchez à rien chez nous. Et laissez-nous nous auto-organiser à notre guise pour vous servir ». CQFD !

Aucune réflexion sur les motifs qui font que les grandes fonctions publiques sont à la dérive. L'excès de bureaucratie est présenté comme la preuve positive qu'elle n'est pas animée de prurit anglo saxon mais pas comme un problème ! L'excès de redistribution, d'impôts et de taxes qui ont conduit à la stagnation du salaire moyen pendant quarante ans, et au recul français dans presque toutes les industries ? Pas un mot. Le temps de travail trop faible des agents, leur productivité insuffisante, leur tendance à paralyser la vie par des réglementations toujours plus nombreuses, enchevêtrées et complexes ? Pas un mot. Certes les infirmières sont les plus mal payées d'Europe, mais pourquoi le Ministère de la santé et les ARS concentrent-ils 20.000 fonctionnaires, alors qu'il n'y a que 30.000 médecins de ville généralistes de moins de 60 ans ? Que l'administration représente 35% des postes en France dans la santé contre 25% en Allemagne, avec des résultats qualitatifs en matière de soins défavorables à la France ?

Ce monsieur Silicani se garde bien de préciser quelles réductions il proposerait dans les redistributions d'argent en cash.

La conclusion est évidente : il ne faut pas réduire le champ de l'administration, ni ses effectifs. Ne

touchons pas aux exécutants sur le terrain. On doit simplement les aider à travailler plus et mieux.

On ne peut pas se moquer du monde plus gracieusement.

La première mesure fondamentale est de séparer le politique et l'administratif en France et casser l'énarchie compassionnelle dominante. La mentalité des trop nombreux Silicani en France interdit toute réforme utile. Ce n'est pas à eux qu'il faut confier la réforme de nos politiques publiques. Ils devront l'exécuter, sous la tutelle étroite du politique donc des citoyens. Et obéir. Les vertus qu'on attend d'eux est l'efficacité dans l'application des décisions politiques. Pas la défense et l'illustration des ravages qu'ils causent depuis qu'ils ont pris le pouvoir en 1974, avec le couple Giscard- Chirac, dommages qu'on voit si bien avec le couple Macron- Philippe, près de 45 ans plus tard, alors que le pays est à genoux.